

Journal de Libye

Dossier

N° 25 du 09.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

1 Analyse - - Géopolitique et stratégie-

1-1 Gilles Munier : BHL, petit télégraphiste d'Israël à Benghazi.

1-2 Gilles Munier : Méli-mélo sanglant à Benghazi.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Zheng Haoning, Igor Serebryany, Feng Kang : Les arrière-pensées de Moscou dans son rapprochement vers l'Occident.

2-2 Libye/Russie : Medvedev Nouveau Caniche Dans Le Chenil D'Obama.

2-3 Hassan Alliby : Sarkozy et l'OTAN violent volontairement les résolutions de l'ONU.

3 Annexe.

3-1 Jean-Paul Pougala : Les vraies raisons de la guerre contre la Libye (réponses aux questions des lecteurs)

3-2 Dénonçons l'intervention militaire en Lybie ! !

1 Analyse - Géopolitique et stratégie-

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Gilles Munier : BHL, petit télégraphiste d'Israël à Benghazi.

A Jérusalem (*occupé*), le 2 juin dernier, Bernard-Henri Lévy (BHL) a vendu la mèche en annonçant qu'il a remis un message du *Conseil national de transition (CNT)* à Benyamin Netanyahu l'informant que la Libye entretiendrait « *des relations normales avec Israël* » (1)... si l'insurrection l'emportait.

Une base israélienne à la frontière algérienne ?

On sait qu'à chaque voyage en Cyrénaïque (*Est de la Libye*), BHL s'emploie à persuader le *CNT* de l'intérêt d'entrer en contact avec Tel-Aviv et qu'il n'hésite pas – *selon ses dires* - à évoquer la « *grandeur d'Israël* » devant des insurgés perplexes (2). Quelques dirigeants rebelles se sont laissés convaincre car la présence de conseillers militaires israéliens à Benghazi – *des juifs d'origine libyenne ou maghrébine, dit-on* – a fini par bruiser. Le document douteux, remis au gouvernement libyen par un officier de renseignement ukrainien, selon lequel le *CNT* accepterait l'installation d'une base militaire israélienne dans le Djebel Akhdar pour menacer l'Algérie (3) – *non démenti par les rebelles* - peut maintenant être interprété comme un appel du pied .

On imagine la consternation - voire la panique - des chefs de l'insurrection qui ne s'attendaient pas à ce que leur décision de nouer des relations avec Israël soit ébruitée de cette façon. Abdel Hafiz Ghoga, vice-Président du *CNT*, a aussitôt démenti avoir chargé l'activiste pro-israélien de quoi que ce soit. Trop tard, le mal était fait dans l'opinion publique arabe. Les initiateurs de l'opération s'en moquent. Leur but est de convaincre les Etats qui n'ont pas reconnu le *CNT* en raison de la

présence *Al-Qaïda* en Cyrénaïque. Israël, disent-ils, n'accueillerait pas favorablement les propositions des rebelles si l'influence des djihadistes était aussi importante que les spécialistes le prétendent.

Prendre l'Égypte en tenaille

En visite officielle en Israël, Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, a avalé une nouvelle couleuvre en apprenant que le porte-parole de Benyamin Netanyahu avait confirmé les dires de BHL, son vibrant rival sur la scène libyenne. Le Premier ministre israélien qui reproche à la France de vouloir reconnaître la Palestine dans ses frontières de 1967, s'est fait un malin plaisir à remercier Nicolas Sarkozy pour l'intervention militaire française en Libye. Pour Netanyahu, le renversement du Colonel Mouammar Kadhafi permettrait à Israël de s'approvisionner plus facilement en pétrole - *une denrée lui manquant cruellement* - et l'avantage de prendre l'Égypte en tenaille en cas de conflit.

Actualisé le 4/6/11

(1) Libye : BHL confie un message à Netanyahu (*Europe 1* - 2/6/11)

<http://www.europe1.fr/International/Libye-BHL-confie-un-message-a-Netanyahu-570017/>

(2) Scènes de la vie dans la Libye libre, par Bernard-Henri Lévy (*Le Point* - 13/3/11)

(3) Une base militaire israélienne en Libye près des frontières avec l'Algérie (*Ennahar Online* - 19/5/11)

<http://ennaharonline.com/fr/news/7455.html>

Précisions nécessaires: Selon ce document, la base israélienne viserait l'Algérie. Le *Djebel al-Akhdar (la Montagne Verte)*, n'est pas situé près de la frontière algérienne, mais à l'Est de la Libye. Les vestiges de la ville antique grecque de Cyrène - *qui a donné son nom à la Cyrénaïque* - s'élèvent dans une de ses vallées.

Gilles Munier

Vendredi 3 juin 2011 03 /06 /

<http://france-irak-actualite.over-blog.org/>

1-2 Gilles Munier : Méli-mélo sanglant à Benghazi.

La présence de mercenaires français à Benghazi était un secret de polichinelle.

Alors qu'en France, le mercenariat est hors la loi depuis avril 2003, le gouvernement Fillon ferme les yeux sur leurs activités en Irak et en Afrique... quand il ne les encourage pas.

De toute évidence l'arrogance des mercenaires occidentaux à Benghazi est mal supportée par certains courants rebelles, notamment par les djihadistes qui gardent en mémoire le comportement sauvage des « *chiens de guerre* » anglo-saxons en Irak et en Afghanistan. Cela explique peut-être pourquoi Pierre Marziali, ancien sous-officier parachutiste, directeur de la *Secopex*, « *société d'appui stratégique et opérationnel* », en d'autres termes SMP - *société militaire privée* - aurait été tué d'une rafale de kalachnikov dans le ventre, le 11 mai, lors d'un contrôle de police effectué au sortir d'un restaurant. Il venait de dîner avec un journaliste pigiste et trois de ses collaborateurs. Parmi eux, Pierre Martinet qui venait d'ouvrir une antenne de la société à Benghazi. Cet ancien agent de la *DGSE*, spécialisé dans la traque aux islamistes radicaux (1), est surtout connu pour avoir provoqué un scandale, en 2005, en révélant dans *Un agent sort de l'ombre*, qu'il avait espionné Bruno Gaccio, auteur des *Guignols*, lorsqu'il était membre du service de sécurité de Canal+.

Déjà, en mars dernier, sept SAS britanniques et un agent du *MI6* se faisant passer pour diplomates, déposés par un hélicoptère près de l'aéroport de Benghazi, avaient été arrêtés. Sur eux et dans leurs bagages, des djihadistes appelés en renfort par des paysans inquiets, avaient trouvé des armes, bien sûr, mais aussi des passeports de quatre nationalités différentes.

Feu orange

Selon Robert Dulas, n°2 de *Secopex*, Pierre Marziali allait proposer au *CNT* (*Conseil national de transition*), l'ouverture d'un « *couloir sécurisé entre Le Caire et Benghazi pour convoier des hommes d'affaires, des journalistes, etc...* » (2). Il avait rendez-vous avec Abdel Hafiz Ghoga, vice-président du *CNT*. Contredisant Bernard Valéro, porte-parole du Quai d'Orsay, qui a déclaré ne pas savoir « *qui ils sont et ce qu'ils faisaient* », Dulas, membre des réseaux de la *Françafrique* (3), spécialiste des Touaregs, affirme que *Secopex* avait le « *feu orange* » des autorités françaises. Il pense que les services secrets français, mécontents des fuites dans les médias sur leur présence en Libye, sont à l'origine du contrôle de police (4).

Très vite d'autres versions des faits ont circulé. Jeudi 12, dans le « *New York Times* », le général Ahmed al-Ghatrani, porte-parole militaire des rebelles, a accusé du meurtre des « *gangs utilisés par l'ancien régime* », et ne semblait pas savoir qui les détenait. Le *CNT* a d'abord déclaré que Marziali avait refusé de se laisser contrôler à un *check-point*, qu'il s'agissait d'un accident (5), puis que les représentants de *Secopex* étaient sous surveillance depuis quelques jours, qu'ils menaient « *des activités illicites qui mettaient en danger la sécurité de la Libye libre* », et étaient soupçonnés d'avoir été « *enrôlés comme espions* » par le « *régime de Kadhafi* » (6). Robert Dulas reconnaît avoir été en contact avec « *le régime de Tripoli...* Nous avons décliné leurs demandes en dehors de la possibilité de travailler à l'amélioration de leur communication. Et nous ne leur avons pas caché que Benghazi représentait un marché pour nous » (7).

D'autres évoquent un règlement de compte : un officier de sécurité libyen a déclaré à l'*Agence France Presse* (*AFP*), à l'hôpital Jalaa de Benghazi, que Pierre Marziali était mort d'une balle reçue dans le dos et que son corps avait été trouvé par des rebelles, face contre terre, près d'une cimenterie. Curieusement, cette information n'a été diffusée par l'*AFP* qu'en langue anglaise (8).

L'épouse de Marziali, qui envisage de prendre la direction de *Secopex*, a déclaré à la *Dépêche du Midi* (9) que le rapatriement de la dépouille de son mari - *probablement le 14 mai* - avait été tenu secret et qu'on ne lui avait pas remis tout de suite son acte de décès. Ses obsèques se sont finalement déroulées le 19, dans la plus stricte intimité (10).

Alors que les services secrets français menaient, selon le Quai d'Orsay, deux enquêtes sur le terrain, les collaborateurs de Pierre Marziali, étaient interrogés par les rebelles. Après leur expulsion de Benghazi, une source proche du *CNT* a affirmé que

leurs ordinateurs contenaient des « *preuves tangibles* » confirmant qu'ils étaient bien des espions du « *régime de Tripoli* ». A voir...

Sarkoboyes

Malgré l'interdiction en France du mercenariat par une loi votée à l'unanimité le 3 avril 2003, des *SMP (Sociétés militaires privées)* françaises interviennent officiellement en Irak (11). Encadrées par de vrais professionnels, leurs activités n'ont, à ce jour, pas dérapé. A la demande de Nicolas Sarkozy, le gouvernement envisage de l'autoriser sous conditions... qui seront inévitablement transgressées. Ce qui vient de se passer à Benghazi l'en dissuadera-t-il ? Peu probable. Qu'il est loin, le temps – 2003 ! – où Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense, déclarait que « *le mercenariat est (...) un phénomène dangereux* », qui « *pérennise des situations de crise dans les États les plus fragiles* ». La crédibilité de la France, disait-elle, était en jeu (12).

Article actualisé le 31/5/11

(1) Un Français, patron d'une société militaire privée, tué à Benghazi, par Jean Guisnel (*Le Point.fr*, 13/5/11)

http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/jean-guisnel/un-francais-patron-d-une-societe-militaire-privée-tue-a-benghazi-13-05-2011-1330277_53.php

(2) Français tué en Libye: « *Pierre était là pour signer des contrats* », par Thomas Hofnung (*Libération* - 13/5/11)

<http://www.liberation.fr/monde/01012337253-francais-tue-en-libye-pierre-etait-la-pour-signer-des-contrats>

(3) Curriculum vitae de Robert Dulas

<http://www.viadeo.com/fr/profile/robert.dulas>

(4) Secopex en Libye: suites et (triste) fin, par Philippe Chapleau (*Ligne de défense* – 13/5/11)

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2011/05/13/secopex-en-lybie-suites-et-fin.html>

(5) L'étrange mission des barbouzes de l'Aude (*Midi Libre* – 14/5/11)

<http://www.midilibre.fr/2011/05/13/libye-questions-apres-la-mort-d-un-carcassonnais,318649.php>

(6) Français tué en Libye: les 5 Français menaçaient la Libye, selon la rébellion (*Le Point.fr* / 13-5-11)

http://www.lepoint.fr/societe/francais-tue-en-libye-les-5-francais-menaient-la-libye-selon-la-rebellion-13-05-2011-1330625_23.php

(7) cf. note 2.

(8) French security contractor shot dead in Libya's Benghazi (12/5/11)

http://www.expatica.com/fr/news/french-news/french-security-contractor-shot-dead-in-libya-s-benghazi_148566.html?ppager=0

(9) Carcassonne. Témoignage de l'épouse de Pierre Marziali, tué à Benghazi (*La Dépêche du Midi* -19/5/11)

(10) Les obsèques de Pierre Marziali dans l'intimité (*La Dépêche du Midi* -20/5/11)

(11) Des mercenaires français en Irak, par Gilles Munier (*Afrique Asie* – 1/12/10)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-des-mercenaires-fran-ais-en-irak-62220293.html>

(12) Adoption du projet de loi réprimant l'activité de mercenaire (*Billets d'Afrique* - mai 2003)

Gilles Munier (*Afrique Asie* – juin 2011)

Mercredi 1 juin 2011 3 01 /06 /Juin /2011 14:22

<http://survie.69.free.fr/campagnes/Campagne%20mercenaires/loiactivit%E9demercenaire.htm>

<http://www.france-irak-actualite.com/>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Zheng Haoning, Igor Serebryany, Feng Kang : Les arrière-pensées de Moscou dans son rapprochement vers l'Occident.

Le président russe Dmitri Medvedev, précédemment opposé aux frappes aériennes de l'OTAN contre les forces du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, a étonnamment durci sa position lors du sommet du G8, tenu les 26 et 27 mai dans la station balnéaire française de Deauville, en se joignant à l'Occident pour réclamer le départ de M. Kadhafi.

Ce revirement diplomatique, qui peut s'expliquer par la volonté de protéger ses propres intérêts en Libye, serait-il capable de faire la différence dans ce pays du Moyen-Orient ?

Voilà la question qui se pose.

LES MOTIFS DERRIERE LE CHANGEMENT DE CAP

Depuis le début de l'insurrection en Libye, les décideurs de Moscou ne manquent pas d'arrière-pensées et évaluent les hypothèses : possibilité de démission de M. Kadhafi, survie des intérêts russes sur le terrain en cas d'avènement de l'opposition... Et l'enlisement des combats sur le terrain a brouillé la vision de Moscou.

Jugeant qu'il était trop tôt pour prendre parti, la Russie avait jusqu'ici opté pour une voie médiane en condamnant à la fois les frappes aériennes de l'OTAN et les actes de l'armée de M. Kadhafi contre les civils.

"La position russe sur la question libyenne était fondée sur les bases communes du BRICS que sont la non implication dans le conflit et l'équilibre global entre les trois parties : le gouvernement libyen, les forces d'opposition et les puissances occidentales", a déclaré Fedor Loukianov, rédacteur en chef de la revue Russia in Global Affairs.

Pourtant, le temps passe, et la balance penche peu à peu. Les appels répétés de l'Occident visant à provoquer le départ de M. Kadhafi et l'intensification des frappes aériennes de l'OTAN contre Tripoli ont certainement pesé dans la prise de position de Moscou.

Said Lawendy, un expert en relations internationales du Centre des études politiques et stratégiques Al Ahram, a déclaré à Xinhua que l'OTAN ne mettrait pas fin à son ingérence tant que le régime de Kadhafi serait toujours en place.

Un autre facteur clé réside dans la nécessité de protéger ses intérêts en Libye et de rester un acteur sur le terrain après le conflit.

La Russie, qui considère la Libye comme un partenaire important dans la région, y a investi des milliards de dollars dans nombre de domaines, dont l'exploration pétrolière, la construction ferroviaire et les ventes d'armes.

D'ores et déjà, le chaos en Libye nuit gravement à la Russie. Selon un récent reportage du quotidien russe RBC, la guerre en Libye pourrait porter préjudice pour de nombreuses années aux investissements russes injectés dans le pétrole et le gaz dans le pays .

Tatneft, une compagnie pétrolière russe, a beaucoup investi en Libye au cours des six dernières années, tandis que Gazprom, le géant du gaz russe, a dépensé environ 163 milliards de dollars en février pour l'achat de parts dans le projet sur le champ gazo-pétrolier Elephant en Libye. Les deux sociétés ont dû suspendre leurs opérations et évacuer leurs personnels en Libye en raison du conflit dans le pays.

Alors que les raids aériens de l'OTAN prennent de plus en plus d'ampleur, la Russie ne peut plus se permettre de rester simple spectatrice.

Selon Meisant al-Janabi, un professeur de l'Université de l'amitié des peuples, le Kremlin cherche à éviter que le futur de la Libye ne soit exclusivement dominé par l'Occident, et a commencé à prendre des mesures pour éviter ce risque.

De surcroît, des promesses et des offres faites par certains pays occidentaux lors du sommet du G8 ont également contribué à la nouvelle orientation de Moscou.

En échange du soutien de Moscou sur la question libyenne, l'Occident a offert des contreparties : la promesse a été faite de faciliter l'entrée de la Russie dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'ici la fin de l'année, et un accord a été conclu entre M. Medvedev et son homologue français Nicolas Sarkozy sur l'acquisition par la Russie de quatre navires d'assaut amphibies de type Mistral de fabrication française.

"Ce n'est pas un secret que chaque pays ancre sa politique à ses propres intérêts [...] M. Medvedev n'a donc rien fait d'extraordinaire. Il a juste montré que la Russie avait calculé ses possibles avantages et pertes", a indiqué le professeur al-Janabi

Par Zheng Haoning, Igor Serebryany, Feng Kang

02/06/2011

Farid Merrad

http://french.news.cn/afrique/2011-06/02/c_13906505.htm

2-2 Libye/Russie : Medvedev Nouveau Caniche Dans Le Chenil D'Obama.

Le roquet russe qui aboyait contre les frappes de l'OTAN en Libye s'est transformé en caniche et a rejoint les autres caniches européens - Sarkozy Cameron - dans le chenil d'Obama. Il en coûtera plus de 300 millions de \$ aux contribuables américains pour acheter des hélicoptères russes pour l'Afghanistan - hélicoptères qui auraient pu être fabriqués aux US - où la Russie continue son rôle semi clandestin de supplétif des forces armées OTAN/US.

Le président russe, Dmitri Medvedev, vient de rejoindre ses collègues anglais et français - Cameron et Sarkozy - comme caniche dans le chenil du président US Obama.

Lors de la réunion du G8 à Deauville la semaine dernière - G 8 : un groupe informel antidémocratique qui s'est lui-même attribué le rôle politico économique de direction du monde - Medvedev s'est rallié à la position des criminels chefs de file de ce G8, Obama, Sarkozy, Cameron, pour exiger le départ de Kadhafi après une longue discussion de 90mn avec le chef de la pègre politique de Chicago Obama.

Fier d'avoir obtenu de son Boss Obama de pouvoir servir de « médiateur » entre le régime de Kadhafi et l'OTAN/US - rôle que Tripoli lui a immédiatement refusé déclarant que seul l'Union Africaine était habilitée à négocier et que seul l' accord conclu avec cette dernière exigeant l'arrêt des bombardements de l'OTAN l'instauration d'un régime de transition visant des élections démocratiques était viable- Medvedev s'est bien gardé de révéler la véritable raison du ralliement de Moscou contre Kadhafi.

La Russie sous la présidence de Medvedev se vend politiquement. Cette fois il s'agit de la vente d'hélicoptères russes Mi-17V5 prévu pour l' Afghanistan.

Moscou et Washington viennent de signer leur premier contrat pour l'utilisation de ces hélicoptères de transport multi usages russes et le Kremlin vante cet accord comme étant le premier d'une série de ventes renforçant la coopération militaires entre les deux pays.

« C'est le premier contrat important dans l'histoire de la coopération technique militaire US Russie signé directement par le

département de la défense » a dit l'aide du président russe, Sergey Prikhodko. « Sa signature est un pas en avant essentiel dans la coopération pratique des deux pays pour accroître les capacités de combat des forces armées afghanes. » a ajouté Prikhodko.

Les US et la Russie étaient en pourparlers sur cette affaire depuis plus d'un an l'OTAN premier interlocuteur de la Russie dans les discussions pour obtenir ces hélicoptères dont l'Organisation a un besoin pressant en Afghanistan n'ayant pas réussi à mener à bien ces négociations. Il est vrai qu'au départ ils avaient demandé à la Russie de fournir ces hélicoptères gratuitement.

Le commandement des forces armées US et la société gouvernementale d'exportation d'armes russes, Rosoboronexport, ont conclu cet accord de fourniture de 21 Mi-17V5 a annoncé vendredi - après le long entretien de 90 minutes entre Obama et Medvedev à Deauville - un porte parole du Service Fédéral Russe de Coopération Technique Militaire. Selon ce porte parole en plus de la fourniture d'hélicoptères le contrat stipule que la Russie fournira des unités de réserve ainsi que des équipements de soutien au sol et de maintenance.

Le Gl Abdul Wahab Wardak dirigeant l'armée de l'air afghane avait révélé plus tôt que Russes et Américains étaient tombés d'accord sur le prix de 17.5 million de \$, prix unitaire d'un hélicoptère. Coût total : 367.50 millions de \$ US. Les premiers hélicoptères seront envoyés en Afghanistan en Octobre 2011.

Le Mi-17 est une version à l'exportation du Mi-8 Hip. Il est actuellement construit dans deux usines l'une dans la région de la Volga dans la ville de Kazan, et l'autre dans la ville d'Ulan-Ude, située elle en Sibérie orientale. Le Mi-17 possède de puissants moteurs turbo et peut transporter jusqu'à 37 passagers.

La société d'armement russe d'état, Rosoboronexport, avait été placée sur liste noire aux US en 2006 accusée par les Américains d'avoir violé le régime de non prolifération nucléaire et ne pouvait ainsi répondre aux appels d'offres d'armement aux US. Néanmoins malgré cette interdiction des douzaines de Mi-17 ont été achetés par les US pour l'Afghanistan l'Irak et le Pakistan via des entreprises intermédiaires pour éviter tout contact direct avec Rosoboronexport. Les sanctions contre cette dernière ont été levées en Mai 2010.

Ces achats d'hélicoptères russes Mi-17 ne font pas que des heureux aux US.

L'année dernière déjà des élus au Congrès US s'étaient plaints de ces achats de Mi-17 par le département de la défense, le Pentagone ayant déjà dépensé 648 millions de \$ US - les US ont dépensé depuis 2001 près d'un milliard de \$ pour acheter des hélicoptères pour l'Afghanistan, l'Irak le Pakistan à leur ancien ennemi de la Guerre Froide - pour acheter ou moderniser 31 Mi-17. Certains élus du Congrès s'étaient demandé si le Pentagone ne pouvait pas trouver parmi les fabricants d'hélicoptères américains un potentiel fournisseur pour l'armée afghane. Ils leur avaient été répondu que les pilotes afghans ayant majoritairement la quarantaine étaient habitués à utiliser les Mi-17.

Une entreprise d'Alabama, US, s'est plainte début 2011 de ce contrat d'achat d'hélicoptères russes - alors en négociation - affirmant pouvoir fabriquer ce type d'appareil plus vite et à moindre coût fournissant ainsi des jobs à de nombreux Américains touchés par la récession économique aux US.

DTI - Défense Technologie Inc une entreprise privée avec un chiffre d'affaires d'environ 70 millions par an a fait part début 2011 de son intention de déposer une plainte auprès du GAO - Government Accountability Office - ou entamer des poursuites auprès d'un tribunal fédéral si le Pentagone ne fait pas d'appel d'offres pour la fourniture de ces hélicoptères et s'en tient exclusivement au fournisseur russe.

DTI avait déjà fourni 4 de ces hélicoptères type Mi-17 à l'US Navy fin 2009 pour un montant de 43 millions de \$ (prix russe actuel pour les 4 : 70 millions de \$) et répondu à un appel d'offre de l'US Navy l'année dernière pour en construire 21 de plus. Mais l'US Navy a brutalement mis fin à l'appel d'offres et transmis le marché au Pentagone qui a annoncé en Janvier 2011 qu'il ne ferait pas d'appel d'offres et projetait de faire directement affaire avec un seul partenaire le russe Rosoboronexport.

On est donc en droit de se demander si l'abstention russe lors du vote de la Résolution 1973 au CSONU en Mars dernier n'avait pas déjà été achetée en échange de la promesse de la construction et livraison de ces 21 Mi-17 pour l'Afghanistan.

Une nouvelle fois la Russie s'avère ne pas être un partenaire fiable surtout quand son rapprochement politico économique et militaire avec les US est en jeu.

367 millions de dollars et Moi et Moi et Moi !!!!!!!

http://www.planetenonviolence.org/Libye-Russie-Medvedev-Nouveau-Caniche-Dans-Le-Chenil-D-Obama_a2436.html

2-3 Hassan Alliby : Sarkozy et l'OTAN violent volontairement les résolutions de l'ONU.

Les tribus Libyennes ne négocieront pas le départ de Kadhafi

L'OTAN empêche la paix en Libye

Etats Unis d'Afrique (LVO) : Les leaders de l'association des tribus africaines en Libye ont affirmé ce mercredi que l'unité territoriale du pays n'est pas négociable, de même que la sortie de Mouammar Kadhafi, qu'ils considèrent comme le leader de la Révolution Verte et comme "un leader symbolique pour eux", a rapporté le correspondant de Télésur à Tripoli, Rolando Segura.

"Selon ce que nous ont dit les organisations de la société civile, elles ne permettront pas la négociation de l'unité territoriale de la Libye et considèrent le colonel Kadhafi comme l'unique élément qui pourrait garantir l'unité du pays", a dit Segura.

Il a ajouté que les leaders de La Conférence Nationale des tribus de Libye ont condamné les violents bombardements qui ont eu lieu à l'aube de ce mercredi et "ont réaffirmé leur volonté, comme force morale et éthique de la société libyenne, d'impulser un processus qui permette la paix dans le pays"

Segura a informé qu'en moins de 24 heures l'OTAN en est venue à attaquer Tripoli avec une intensité particulière, avec les bombardements les plus violents contre la capitale de la Libye.

"Au moins 18 missiles en une demi-heure et ensuite 5 missiles de plus" ont été enregistrés à Tripoli, et la télévision libyenne a annoncé qu'une mosquée a été la cible des bombardements.

"Le gouvernement a révélé que l'escalade de la violence envers des objectifs civils atteint 16 morts et quelques 130 blessés par des bombardements sur des installations civiles dans la capitale", a ajouté le correspondant.

Segura a dit que les stratégies poursuivies par l'OTAN contre de supposés objectifs militaires à Tripoli, affectaient la population et "engendraient la terreur et le mécontentement dans la population civile.

"Les gens sortaient désespérés à l'aube parce qu'ils ne savaient d'où étaient tombés les 18 missiles en à peine une demi-heure", a-t-il dit.

Les représentants des tribus africaines ont invité la population à participer au processus de paix qu'elles ont entrepris et ont appelé l'attention sur le fait que le Conseil National de Transition Libyen ne réunit pas toutes les forces opposées au gouvernement "car il y a beaucoup de représentants de l'opposition qui sont contre le CNT".

"Les tribus ont appelés à des discussions pour appuyer la feuille de route stratégique proposée par l'Union Africaine pour parvenir à une solution pacifique au conflit interne" qui dure depuis maintenant plus de trois mois du fait que les bombardements de l'OTAN empêchent les partis libyens de s'entendre en les maintenant sans cesse dans la division.

(...) Le président d'Afrique du Sud, Jacob Zuma, viendra lundi prochain à Tripoli pour discuter avec le leader Libyen, Mouammar Kadhafi, de la possibilité d'une solution au conflit qui affecte le pays nord-africain depuis plus de trois mois, selon un communiqué de la Présidence Sud-africaine.

(Source : Telesur)

L'OTAN empêche la paix en Libye

Interrogé à Paris sur la possibilité d'un dénouement de la situation en Libye, un membre de "l'observatoire International pour la Paix en Libye" a déclaré que "la situation aurait pu se régler depuis longtemps si l'OTAN et les autres partis étrangers ne s'y était pas mêlés. Il faut que l'OTAN cesse ses agressions contre les populations civiles et se retire sans délais, ce qui permettra aux libyens de se mettre d'accord pour rétablir la paix et la cohésion nationale en Libye. L'Otan ne fait que semer la mort, les blessures, les destructions des infrastructures libyennes et empêcher toute possibilité de paix dans le pays. " Il semblerait que la seule préoccupation de l'OTAN serait la mise en place de leur gouvernement quelque soit la volonté du peuple libyen et le prix à payer. Les gesticulations au niveau internationales visant à convaincre certains pays africains de reconnaître le CNT sans tenir compte de l'avis de la population libyenne démontre que ce qui se passe au niveau international ne vise pas du tout les objectifs que nous ont avancé les médias et les politiques européens et américains.

Sarkozy et l'OTAN violent volontairement les résolutions du conseil de sécurité de l'ONU

Une autre information extrêmement importante nous est révélée par un officier supérieur de l'Armée française qui nous a déclaré sous le couvert de l'anonymat que "l'OTAN vient de multiplier la fréquences et l'intensité des bombardements contre la Libye pour la simple raison que la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU permet une intervention militaire contre la Libye dans un certain délais et que ce délais a pour échéance mi juin."

Selon ce même officier supérieur français, "Sarkozy et ses complices sont actuellement très mal à l'aise puisque la résolution du conseil de sécurité permetrais des frappes aériennes seulement pour protéger les civiles(2), mais en aucun cas une intervention terrestre". Ajoutant que "l'envoi d'hélicoptères militaires français en Libye viol les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU dans le sens ou des attaques par hélicoptères(1) militaires contre la Libye sont considéré comme des attaques terrestres et ne sont pas permises par les résolutions 1970 et 1973" et que "c'est aussi pour cette raison qu'ils viennent de multiplier les frappes contre Tripoli".

Hassan Alliby.

Notes :

(1) : Sarkozy vient de décider d'envoyer 16 hélicoptères de combat, 70 blindés, 450 soldats de plus et 160 hommes d'équipages en Libye.

(2) : La protection des civiles était un faux prétexte puisqu'ils n'ont jamais été menacé si ce n'est par les rebelles eux mêmes et les bombardements de l'OTAN. De nombreuses preuves indiscutables existent mais n'ont pas été publiées par la presse officielle internationale jusqu'à ce jour.

Posté le 26 mai 2011 à 12:27:32 par [admin](#)

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=6092>

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Jean-Paul Pougala : Les vraies raisons de la guerre contre la Libye (réponses aux questions des lecteurs)

Opinion - (*)

* Après mon article intitulé : « [Les Mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye](http://0z.fr/vtzmy) » - Lire : <http://0z.fr/vtzmy> -, texte traduit dans une quarantaine de langues à travers le monde, j'ai reçu des milliers d'emails de réactions pour ou contre. Je remercie chaleureusement tous ceux et celles qui ont pris la peine de m'écrire. Vu le nombre élevé de ces messages, il m'était impossible de répondre individuellement à tout le monde. J'ai ainsi décidé d'écrire cet article pour répondre collectivement à vos doutes et interrogations que j'ai résumés et regroupés en ces quelques points ci-dessous.

Les réponses qui s'en suivent reflètent intimement ma pensée, mes convictions :

1- KADHAFI A-T-IL TIRE SUR SON PEUPLE ? KADHAFI A-T-IL TUE 10.000 LIBYENS ? FAUX !

Dans cette expression de « *tirer sur son peuple* » il y a déjà l'intention de nuire au président Libyen. On veut manipuler l'opinion en suscitant son indignation. S'il avait tiré sur le peuple italien ou français cela aurait-il été plus normal ? Cela aurait-il été plus acceptable ? Non. En réalité, il s'agit d'une technique de manipulation, avec une association de mots savamment étudiés dans des bureaux de recherches stratégiques pour trouver les expressions appropriées à intégrer (*comme justification*) à la vraie guerre qui a ensuite été déclenchée.

Pour revenir à l'accusation même, L'information principale qui a motivé la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations unies est celle d'un prétendu carnage de 10.000 morts et 55.000 blessés en 1 mois, commandité par le Président Libyen. C'est une affirmation mensongère et pour plusieurs raisons :

- Logique : Pour tuer 10.000 personnes en un mois, il faut être capable d'en tuer 300 à 400 tous les jours. Seul Hitler y est parvenu, mais il a eu besoin de plusieurs installations de fours crématoires.

- La *No Fly Zone* a été instaurée parce que pour tuer autant, Kadhafi aurait utilisé des avions de combat qui normalement volent à 5.000 mètres d'altitude et à une vitesse de 1.000 km/h. A moins de larguer une bombe atomique, ces avions, aussi spéciaux soient-ils ne pourraient pas réussir un tel exploit.

- Pour les blessés, leur nombre est dans tous les pays du monde fournis par des sources hospitalières. Dans la gestion optimale d'un hôpital, il est prévu environ 10 à 20 places de libre pour accueillir des cas imprévisibles. Pour les 55.000 blessés, à raison de 20 par hôpital, il faudrait 2.750 hôpitaux pour accueillir tous les blessés Libyens et même en utilisant tous les hôpitaux du continent africain (*environ 1.230*) on n'y arriverait jamais. Ceux qui ont validé ces chiffres savaient qu'ils étaient grossièrement faux.

- Les photos diffusées de ce prétendu massacre proviennent de « *Sidi Hamed Cemetery* », un cimetière où se déroulait une normale opération de renouvellement du sol avec déplacement des restes humains, pratique très habituelle et commune dans le monde à traditions judéo-islamo-chrétiennes pour laisser place aux nouveaux morts, chaque 10 ou 20 ans selon les pays.

- Origine de l'information. Le philosophe Chinois Mo Tseu (*479-381 avant l'ère chrétienne*) a écrit que pour vérifier la véracité d'une information, il faut d'abord identifier sa source et se demander quelles sont les raisons avouées et inavouées de celui qui vous communique une information. D'où est arrivée l'information ? Des rebelles, c'est naturel ! Mais diffusée sans conditionnel par la chaîne de télévision *Al-Jazeera* qui appartient à l'émir du Qatar. Le hasard veut que ce petit pays soit le seul pays Arabe qui participe à larguer les bombes sur la tête des Libyens. Une coïncidence plutôt troublante.

A ce jour, plusieurs mois après le prétendu massacre, on n'a toujours pas l'ombre d'une preuve irréfutable. Ce qui n'a pas empêché le mandat d'arrêt du procureur de la *Cour pénale internationale (CPI)* Luis Moreno-Ocampo qui était vigilant de menacer Gbagbo pour les 7 femmes tuées à ABOBO le 8 Mars 2011, mais complètement muet au moment des faits et amnésique aujourd'hui pour les 1.200 morts de Ouattara à Duékoué (*selon le CICR et la CARITAS*) et cela en présence des troupes françaises de la Licorne et celle de l'*ONUCCI*.

Monsieur Moreno-Ocampo n'a pas jugé opportun d'effectuer le moindre déplacement en terre libyenne pour vérifier ces accusations. Qu'importe, demander l'arrêt d'un Chef d'état Africain non docile est devenu le seul motif qui justifie l'existence même du TPI.

2- KADHAFI ET LES MIGRANTS AFRICAINS

Lorsqu'en 2006, Kadhafi réunit les Ministres de l'Intérieur Africain pour leur proposer une carte d'identité unique avec une codification commune pour toute l'Afrique afin de faciliter le déplacement des Africains sur tout le continent sans formalité administrative excessive, tous les présents étaient contents et enthousiastes du projet du guide libyen. Mais à leur retour, un coup de fil à Paris, un autre à Londres et voilà que l'idée n'était plus bonne pour certains pays qui ont vite relayé la propagande selon laquelle si la mesure était entrée en application, la Libye aurait colonisé les autres pays africains. Là où le comble arrive est lorsque les clandestins africains en Libye proviennent à 99% des pays qui avaient refusé la proposition Libyenne.

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité intérieure, aucun pays du monde ne peut assister passivement au fait que son territoire devienne le point de passage des personnes qu'il n'est pas en mesure d'identifier. En Libye, il y a la même loi qui est en vigueur dans tous les pays Africains, c'est le délit de clandestinité pour les étrangers démunis de titres de séjours valides.

Pour terminer, pour tous les Africains dotés d'un minimum sens de discernement, il ne fait aucun doute que le destin de la jeunesse africaine n'est pas celui de se mettre en marche vers l'illusion d'un hypothétique paradis européen pour occuper le bas de l'échelle des classes sociales en occident. L'objectif pour lequel il vaut la peine de se battre est celui de faire rêver l'Afrique. L'Afrique doit faire rêver les Africains, afin qu'ils aient la sérénité et l'enthousiasme nécessaire pour surmonter les défis qui les attendent.

En conclusion, accuser Kadhafi de n'avoir pas laissé les clandestins se déplacer librement sur son territoire c'est faire montre d'une incapacité à comprendre la complexité des problèmes qui nous entourent.

3- KADHAFI ET LA LONGEVITE DE SON POUVOIR

Une des raisons pour aller bombarder la Libye est que le Guide libyen a passé trop d'années au pouvoir (*42 ans*). Le record de longévité des hommes politiques au pouvoir n'est détenu ni par Kadhafi, encore moins par les Africains, mais par les Occidentaux. Prenons 4 exemples de 4 pays qui bombardent la Libye pour lui exporter leur modèle de démocratie :

Les USA : L'ancien membre du *Ku Klux Klan*, Robert Byrd, qui a reconnu dans ses mémoires en 2005 avoir orchestré une manoeuvre au Congrès américain en 1964 pour retarder la loi sur les droits civiques des Noirs, a siégé au Sénat Américain de façon ininterrompue pendant 56 ans. Né le 20 novembre 1917, et membre du Parti démocrate et sénateur de Virginie-Occidentale, il siègera au Congrès des États-Unis de janvier 1959 à sa mort survenue le 28 juin 2010. Cela fait 63 ans au total en ajoutant les 6 ans qu'il a passés à la Chambre des Représentants, où il est entré le 20 janvier 1953 lorsque le président Harry Truman céda sa place à la Maison Blanche à Dwight Eisenhower et il en n'est reparti seulement qu'à cause de la mort, sous la présidence Obama. Avant lui, monsieur Carl Hayden a été Sénateur pendant 56 ans et 319 jours, de 1912 à 1969. Et bien d'autres encore. Lorsqu'on sait qu'un sénateur Américain est 10 fois plus puissant qu'un Chef d'Etat Africain, cela donne une idée de la profondeur de cette longévité politique.

En France, **Louis Philippon** a été maire de Juvigny dans l'Aisne, pendant 69 ans (de 1929 à 1998), Philippe de La Moissonnière-Cauvin, a été maire de La Fontelaye en Seine-Maritime pendant 63 ans de 1945 à 2008. Hubert d'Andigné, a été pendant 59 ans maire du Champ-de-la-Pierre dans l'Orne de 1946 à 2005. Roger Sényé âgé de 90 ans est aujourd'hui le maire de La Bastide-de-Bousignac dans l'Ariège, poste qu'il occupe depuis octobre 1947, c'est-à-dire 64 ans, peut-être qu'en 2014 briguera-t-il un nouveau mandat. Dans le pays de la révolution française, y aura-t-il un candidat pour le battre ? C'est le même cas que pour Monsieur Arthur Richier, âgé de 89 ans et maire de Faucon-du-Caire dans les Alpes-de-Haute-Provence, depuis 1947 à ce jour. Qui est fou ? Le système ou l'électeur ?

Pierre Abelin (1909-1977), politicien français qui cumulera les fonctions de ministre dans 4 gouvernements, de Shumann en 1947 à Chirac en 1974, député de 1945 à 1974, maire de Châtelleraut (*de 1959 à sa mort en 1977*). Et lorsqu'il meurt, il est remplacé à la mairie par sa femme, parce que son fils Jean-Pierre Abelin qui n'a que 27 ans a besoin de temps pour prendre l'héritage de papa et tout rafler : ainsi il est à la manette juste un an plus tard et devient député de la Vienne de 1978 à aujourd'hui, Conseiller général de 1977 à aujourd'hui, vice président du conseil général depuis 1982 à aujourd'hui. Et depuis 2008, il a ajouté à tous ces pouvoirs, le poste de Maire de cette même ville. A quoi servait la révolution française ? Que se serait-il passé si cette saga s'était passée dans une famille africaine ? On aurait tout simplement conclu que les Africains s'accrochent au pouvoir. Voilà le détail de ce système de dynastie démocratique à la française qu'on utilise les bombes pour exporter en Libye.

Roselyne Bachelot, l'actuelle Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale a depuis 23 ans (1988) pris la succession de son père Jean Narquin qui avait été pendant 20 ans député du Maine-et-Loire de 1968 à 1988. Comme cela ne suffit pas pour rafler tout l'héritage de papa, elle cherche depuis à en ajouter une nouvelle fonction : Maire d'Angers. Son fils Pierre Bachelot, né en 1970, entre au parlement dès l'âge de 22 ans comme Assistant de maman. Le petit génie de fils accompagnera la mère comme conseiller parlementaire, lorsque maman deviendra successivement Ministre de l'écologie en 2002 et Ministre de la santé en 2007. C'est cette année que le jeune Pierre prendra son autonomie à 37 ans, puisqu'il sera nommé à un poste créé sur mesure pour lui par maman à l'*Inpes (l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé)* avec 140 fonctionnaires, malgré sa formation en « *art privé* ». Elle n'est pas belle la démocratie au pays de la révolution française ? Il faut vite l'exporter en Libye.

En Italie, **Giulio Andreotti** a été élu député en 1946 et aujourd'hui (*65 ans*) il vote comme sénateur à vie. Comme il n'avait plus la force de faire la campagne électorale, il a été nommé « *Sénateur à vie* ». Il a ainsi cumulé ses fonctions de député et de Président du Conseil Italien, poste qu'il a occupé 7 fois en 20 ans, du 17 Février 1972 au 24 Avril 1992. Pendant ce temps, son parti « *Démocratie Chrétienne* » est resté au pouvoir sans interruption de 1946 à 1992, c'est-à-dire 46 ans. Et ne sera balayé que par la justice pour corruption « *Opération Mains Propres* ». Pour comparaison, le parti de Kadhafi n'a fait que 42 ans au pouvoir en Libye.

Dans le Royaume Uni, la situation est encore catastrophique où on ne parle pas de longévité d'**Elizabeth II** qui est reine de 16 pays indépendants depuis 1952. En 1942 à seulement 16 ans, elle est déjà nommée chef de l'armée et passe en revue les troupes. Classée par le magazine *FORBES*, 214ème fortune mondiale pour le seul mérite d'être née, elle coûte aux Britanniques la somme de 43 millions de dollar par an. Et si Kadhafi devait devenir le roi de la Libye ? Que se serait-il passé si Kadhafi avait instauré un émirat avec sa famille, comme le Qatar qui participe aux bombardements ? Qu'aurait-on dit si pour le mariage d'un des fils de Kadhafi on avait décrété une journée fériée, immobilisé toute la nation ? Exactement comme cela s'est passé à Londres pour le mariage du prince William et de Kate le 29 avril 2011 ??? La télévision France24 a calculé le coût de cette journée fériée à 6 milliards d'euros au patronat britannique. Cette folie démocratique qu'on veut exporter en Libye a coûté à la mairie de Londres 22 millions d'Euros pour la seule sécurité. Pendant ce temps, les frais de scolarité par an dans les universités publiques britanniques ont été multipliés par 3 (*passant de 3900 à 10700 euros*). Le Canada qui reste une colonie doit payer 50 millions de dollars canadiens par an pour soutenir la famille royale britannique ; pendant ce temps selon Statistique Canada, les frais d'inscription dans les Universités Canadiennes ont augmenté entre 1996 et 2002 par exemple dans la province de l'Ontario de 141% pour la faculté de droit, de 241% pour la médecine et de 315% en dentisterie. Et on peut bien se demander comment peuvent-ils prétendre concurrencer la Chine sur les spécialités intellectuelles en pénalisant ainsi l'acquisition de ces connaissances pointues, par leur jeunesse. La reine est plus importante.

En Afrique, à ce jour, aucun politicien Africain n'a battu ces records d'incohérence, à n'importe quel niveau de la vie politique. Ailleurs, ce qu'on exige d'un politicien est son bilan pourquoi ceci ne serait-il pas valable pour le président libyen ? Mais pour avoir une idée de son bilan politique pour son pays, il faut juste se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais un seul Libyen sur les trop nombreuses embarcations de fortune qui échouent sur les côtes italiennes de Lampedusa ? Pourquoi les Libyens ne fuient-ils pas leur pays ? Mais aussi, si Kadhafi est ce méchant dictateur, pourquoi c'est le pays Africain qui a le plus grand taux d'étrangers ? Les ressortissants des USA, France, GB, se sentent-ils mieux au Qatar ou en Libye ? Et que dire du fait que le drapeau de la rébellion libyenne est bien celle de la royauté. C'est comme si des rebelles français aujourd'hui brandissaient le drapeau des rois de France, c'est-à-dire que les occidentaux font la guerre en Libye pour la reporter en arrière de 43 ans, pour passer d'une république fut-elle imparfaite, vers une royauté, pourvue que le nouveau roi

soit docile, et que l'argent du pétrole remplissent les banques qu'on lui indiquera, il peut être sûr qu'on lui déroulera le tapis partout en occident.

4- POURQUOI LES INTELLECTUELS AFRICAINS NE SOUTIENNENT-ILS PAS LE CNT LIBYEN ?

Le CNT est une création de la France. C'est le philosophe Français Bernard-Henri Lévy qui a lui-même expliqué à la presse ses multiples voyages pour encourager les Libyens à se défaire de Kadhafi. C'est encore lui qui nous a expliqué qu'un mouvement était né. C'est toujours lui qui nous donnera le nom de CNT, il nous dira qu'il est composé de 35 membres, pire qu'en dehors de 3 ou 4 de ses membres tous les autres 30 souhaitaient garder leur anonymat. Lorsque Monsieur Lévy a communiqué au monde que Kadhafi utilisait les Noirs venus d'Afrique noire, payés une bouchée de pain, personne n'avait auparavant songé de lui expliquer que les tribus du sud de la Libye sont composées essentiellement de populations Noires qui donc se trouvent à tous les postes de l'administration Libyenne. En effet contrairement à la France, plusieurs ambassadeurs Libyens dans le monde sont des Noirs, des Noirs Libyens. Le racisme peut rendre aveugle. L'erreur de Henri Lévy était basée sur la conception raciste des Européens du 19^{ème} siècle qui tend à séparer les populations africaines d'origine arabe et les Noirs sur une base de classement hiérarchique des valeurs culturelles des uns et des autres. Ils en arrivent ainsi à oublier la minorité noire présente dans toute l'Afrique du Nord, du Maroc à l'Egypte. C'est toujours notre philosophe qui a promis à Monsieur Sarkozy que la guerre n'aurait pas duré plus de 3 jours, parce que, a-t-il expliqué à la presse, « *l'armée de Kadhafi est composée de 300 minables hommes mal équipés* ». Bernard Henri Lévy, comme nous le rappelle l'agence de presse russe RIA-Novosti, s'était trompé de la même manière en 1999, après l'attaque contre le Daguestan par Chamil Bassaïev, Lévy avait alors recommandé à l'Occident de reconnaître l'autorité du terroriste Maskhadov en Tchétchénie. Ce dernier sera abattu par les FSB (*services secrets russes*) le 8 mars 2005. Lévy va récidiver en été 2008, il va encore se tromper d'encourager le président Georgien Mikhaïl Saakachvili à déclencher une guerre suicidaire contre la Russie. La suite, on la connaît. Le pire du ridicule dans tout cela est qu'il n'a toujours pas compris que la politique est une science et comme toute science, il faut prendre le temps d'en connaître les principes et les mécanismes pour éviter de se tromper sur des questions les plus élémentaires de politique internationale, surtout lorsqu'on incite les manifestants pacifiques à prendre les armes et à déclencher une guerre.

Récemment, pour la commémoration des 40 ans de la fin de la guerre du Biafra, la plus meurtrière de l'Afrique, avec environ 2.000.000 de morts, la radio publique suisse RSR nous a proposé des documents inédits, piochés dans les archives de la CICR, la *Croix Rouge Internationale* dont le siège est ici à Genève. Les témoignages étaient des interviews réalisées il y a 40 ans aux différents dirigeants de cette organisation qui expliquaient comment la CICR profitait de son statut de neutralité pour transporter les armes pour aider à la victoire de la France dans cette guerre prétendument pour l'indépendance des Biafrais, peuple qui se trouvait ainsi pris au piège d'une décision prise à Paris qui voulait à tout prix elle aussi avoir son émirat pétrolier comme les Britanniques au Koweït ou au Qatar. La révélation la plus cauchemardesque de ces archives a été pour moi de découvrir que sur les 2.000.000 de morts, la moitié a été des morts inutiles, sacrifiés pour empêcher que Paris ne perde la face, car nous dévoile le dirigeant du CICR, un an avant la fin de la guerre, tous savaient qu'elle était perdue, mais Paris et le CICR continuaient de fournir aux Biafrais de nouvelles armes tout en leur disant qu'ils étaient en train de gagner.

C'est exactement le même scénario aujourd'hui en Libye. On croyait gagner facilement une guerre en 3 jours, au 3^{ème} mois sans aucune avancée, et malgré les 1.000.000 d'euros par jour que coûte à la France cette guerre (*chiffre fourni par le ministre français de la Défense*), on continue la *No Fly Zone* en bombardant les bureaux, les écoles et les hôpitaux libyens comme si ces derniers volaient. Et comme ces actes de terreur ne marchent pas, on revient à la recette née à la guerre du Biafra : utiliser ses ONG pour invoquer un génocide, invoquer le Tribunal Pénal International et même si on sait que cela ne marchera pas, qu'importe, il vaut mieux faire mourir toute la Libye, plutôt que d'avoir le courage de reconnaître qu'on s'est trompé et qu'on a perdu la guerre.

Pour les intellectuels africains, le débat n'est nullement celui de soutenir Kadhafi contre le CNT ou soutenir le CNT contre Kadhafi, mais sur le principe de la justice internationale qui est aujourd'hui biaisée par un certain nombre de pays occidentaux, qu'on connaît, car ce sont toujours les mêmes qui étaient assis à la table de la conférence de Berlin en 1884 pour décider du destin de l'Afrique sans la présence des Africains, qui aujourd'hui humilient l'Union Africaine et toutes ses décisions, et s'arroge le droit de choisir à la place des Africains leur destin. Lorsque les présidents de 3 pays occidentaux (*USA, France, UK*) payent une tribune dans les journaux de plusieurs pays pour annoncer que Kadhafi n'est pas un bon leader pour la Libye, je crois qu'il s'agit d'une insulte à l'intelligence des Africains. Hier nos parents et nos ancêtres étaient certes des primitifs qui ne comprenaient rien de ce qui leur arrivait, mais aujourd'hui, nous avons étudié dans les mêmes écoles, nous avons apprivoisé les mêmes connaissances que le monde entier et continuer de nous regarder du haut en bas comme des éternels esclaves, est une faute grave des occidentaux qu'il revient à nous autres Africains de corriger et non de seconder par notre silence coupable. Nous devons faire l'histoire, la nôtre et non plus la subir. Comme nous ne disons pas aux Américains, aux Britanniques ou aux Français qui est mieux pour guider leur destin, c'est à nous de nous battre pour qu'ils n'interfèrent plus dans le processus de formation de notre propre démocratie fut-elle imparfaite et blâmable ; et comme il s'agit d'un processus, même les échecs sont des acquis positifs devant servir à l'amélioration qui est le propre de l'adaptation pour la survie de toute espèce vivante.

La révolution libyenne a malheureusement été stoppée net, le jour où l'interférence occidentale est devenue palpable dans la crise de ce pays. Kadhafi qui semblait mis aux cordes par des manifestations naturelles dans ce processus d'amélioration du genre humain a été miraculeusement remis en scelle grâce à l'ingérence de la France qui a commis la grave erreur stratégique de transformer une manifestation pacifique en rébellion armée. Et la recette de la rébellion armée peut bien avoir fonctionné en Côte d'Ivoire, mais pas forcément ailleurs.

5- CONCLUSION

L'ignorance est le vrai danger qui mine la jeunesse africaine et les empêche à une prise de conscience effective des défis qui les attendent. Contribuer à réduire cette ignorance est déjà faire quelque chose. Car c'est parce que les populations seront conscientes de leur poids et de leur valeur qu'elles pourront prétendre de leurs dirigeants des comportements plus rigoureux,

respectueux de leurs intérêts. Dans l'ignorance, il n'y a point de conscientisation et chacun fait ce qu'il veut, puisque personne ne lui demande de rendre compte. Le système de manipulation des masses africaines par l'Occident a porté un sacré coup dur au processus démocratique normal de l'Afrique, puisque l'alibi du complot des Blancs affranchit très vite aux yeux du peuple tous les débordements de leurs dirigeants. Ne pas subir cette manipulation est la garantie que les Africains sauront faire la part des choses entre les dirigeants valeureux et ceux médiocres.

C'est venu pour nous le temps de dire « *enough is enough* », trop c'est trop. Mais pour le faire, il faut résoudre ce problème de la grande ignorance dans laquelle est trempée la majorité de nos frères et soeurs qui n'ont de jugement que le fruit de cette manoeuvre d'infantilisation dont ils sont victimes. Ce que j'ai fait n'est je l'espère que le début de cette nouvelle bataille que chaque Africain doit maintenant s'approprier et puis tous ensemble, nous devons être capables d'exiger que la politique soit suffisamment rigoureuse pour soigner finalement nos intérêts et non plus exclusivement ceux de l'Occident contre les nôtres.

Nous sommes 1 milliard d'Africains. Nous devons être capables de mettre la pression sur nos dirigeants pour d'une part faire que l'Afrique devienne championne du monde du respect des droits naturels des êtres humains (*hommes et femmes confondus*) et d'autre part pour faire respecter nos intérêts dans tous les engagements internationaux que souvent nos haut-fonctionnaires ignorent malgré leurs multiples diplômes.

Il me plaît de conclure avec ces deux pensées :

A) « *Les pays africains sont encouragés à la division, afin que les puissances étrangères puissent asseoir leur domination. Il faut que l'Afrique s'unisse en un seul État comme les États-Unis d'Amérique, avec une seule armée, une seule économie, une seule monnaie.* » Mouammar Kadhafi (*adepte convaincu du panafricanisme de Marcus Garvey*) – extrait de l'interview accordée à *France 24* et *Radio France Internationale (RFI)* le 6 Juillet 2010.

B) « *LES TRAITRES de Marcus Garvey (17 août 1887, Saint Ann's Bay, Jamaïque-10 juin 1940, Londres)*

Dans la lutte pour s'élever, les opprimés sont toujours handicapés par ceux d'entre eux qui trahissent leur propre race, c'est-à-dire par les hommes de peu de foi, et tous ceux qui se laissent corrompre et acceptent de vendre les droits de leurs propres frères.

Nous non plus, membres de la race noire, ne sommes pas totalement à l'abri de ce genre de fléau. Si j'exprime le fond de ma pensée, je dirai même que nous en sommes affligés plus que toute autre race, parce que nous n'avons pas la formation et la préparation nécessaires pour occuper la place qui nous revient parmi les peuples et les nations du monde. Chez les autres races, le rôle du traître se limite en général à l'individu médiocre et irresponsable. Les traîtres de la race noire, malheureusement, sont la plupart du temps, des gens haut placés par l'instruction et la position sociale, ceux-là même qui s'arrogent le titre de leaders. De nos jours, en effet, tout individu, ou presque, qui tente sa chance comme leader de la race, commence par s'établir, tel un animal domestique, dans les faveurs d'un philanthrope d'une autre race : il va le voir, dénigre sa race dans les termes les plus vils, humilie sa fierté d'homme, et gagne ainsi la sympathie du « *grand bienfaiteur* », qui lui dicte ce qu'il doit faire dans son rôle de leader de la race noire. En général, c'est : « *Va dire à tes gens d'être humbles et soumis ; dis leur d'être de bons serviteurs, obéissants et loyaux envers leur maître. Si tu leur enseignes ce genre de doctrine, tu peux toujours compter sur moi pour te donner 1000 dollars, ou 5000 dollars par an de revenus, pour ton journal et l'institution que tu représentes. Je te recommanderai à mes amis comme un brave homme sans problèmes* ».

Nanti de ces avis, et d'une promesse de patronage, le leader noir ordinaire s'en va guider les masses infortunées. Il nous dit tout le bien possible de Mr Untel, nous racontes combien nous avons de bons amis dans l'autre race, et assure que tout ira bien à condition qu'on s'en remette complètement à lui. Voici le genre de direction que nous subissons depuis un demi-siècle. Je ne vois là rien d'autre que perfidie et trahison de la pire espèce.

Si l'homme qui met en difficulté son pays est un traître, celui qui brade les droits de sa race n'est pas autre chose. Tant que nous ne serons pas établis en tant que nation de 400 millions d'hommes (*en 1910*), et que nous n'aurons pas fait comprendre à ceux qui se sont placés à notre tête que nous sommes mécontents et dégoûtés ; tant que nous n'aurons pas choisi nous-mêmes un leader envers qui nous remplissons nos engagements, nous serons incapables de sortir du bourbier de la dégradation et de nous élever vers la liberté, la prospérité et l'estime humaine ». Marcus Garvey (*père du concept du panafricanisme, Garvey était un intrépide combattant contre l'humiliation infligée à la population de peau noire depuis 1500 ans d'esclavage arabe et européen*)

Genève, le 25 mai 2011

Jean-Paul Pougala

* Jean-Paul Pougala est un écrivain d'origine camerounaise, directeur de l'Institut d'Etudes Géostratégiques et professeur de sociologie à l'Université de la Diplomatie de Genève en Suisse. Contact : [Jean-Paul Pougala – pougala@gmail.com](mailto:pougala@gmail.com)

Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/>

3-2 Dénonçons l'intervention militaire en Lybie !!

Dénonçons l'intervention militaire en Lybie !

Depuis plus de deux mois maintenant, la coalition chargée de « protéger les civils » en Lybie mène une véritable campagne de soutien à un groupe armé, appuyée par des bombardements massifs opérés par l'OTAN.

Loin de protéger les civils, ces bombardements entraînent une succession de victimes humaines et visent des objectifs politiques de changement de régime en contradiction flagrante avec la teneur de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

L'intervention de L'Otan s'inscrit dans la logique de guerre, augmente le nombre de victimes civiles et est un obstacle à toute solution politique, pourtant demandée dans le premier point de la résolution 1973.

Le gouvernement belge s'emploie à suivre et à soutenir les déviations illégales de l'intervention ; au lieu de tirer les leçons de l'évolution guerrière qu'elle prend – qui était à prévoir –, de faire son mea culpa et de se retirer. La Belgique n'a rien à gagner à se positionner de la sorte ; et surtout pas en faisant preuve d'un zèle va-t-en-guerre, comme nous l'observons depuis le début de l'opération.

Les trois premiers mois de l'intervention arrivent bientôt à échéance. Nous demandons que nos parlementaires en profitent pour faire écho aux revendications que nous porterons. Soyons vêtus du noir de deuil pour toutes les victimes civiles de cette guerre, ce mercredi 08 juin à 16h devant le ministère de la guerre (coin du boulevard du Régent et de la rue Lambermont):

- Arrêt immédiat des bombardements de l'OTAN
- Retrait de la Belgique de l'intervention de l'OTAN
- Respect du droit international humanitaire par toutes les parties
- Soutien à la résolution politique du conflit

Cette intervention en Lybie est un exemple de plus de la militarisation et de la violence des options prises par notre société. Il nous faut répéter que l'option militaire n'en est pas une et que les conflits ne se règlent pas à la force du canon.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19